DOCUMENT DE SÉANCE POUR LA SESSION DE MODERATION DE LA 11ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMCEC SUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Il y aura une session de modération sous le point 4 d'ordre du jour intitulé « Séance de Débat de Politique sur l'Amélioration de la Qualité de l'Education dans les Etats Membres de l'OCI ». Ce document de séance a été préparé pour enrichir les discussions au cours de la session mentionnée ci-dessus afin de fournir des recommandations de politique pour rapprocher les politiques entre les Etats Membres dans ce domaine. Le document a été préparé en accord avec les principales conclusions du rapport de recherche spécifiquement réalisé pour cette réunion et les réponses des Etats Membres aux questions de politique qui ont déjà été envoyées aux points focaux du Groupe de Travail du COMCEC sur la Réduction de la Pauvreté par le Bureau de Coordination du COMCEC. Le Groupe de Travail a mis en évidence les recommandations de politique suivantes :

1ère Recommandation de Politique : Augmenter la quantité et la qualité des enseignants, en particulier ceux qui enseignent dans les écoles défavorisées et les plus pauvres en améliorant les taux de salaire, les interventions pédagogiques, les incitations à la performance, la formation et les réformes de curriculum.

Raisonnement :

Les enseignants sont les agents ayant l'influence la plus importante sur les résultats scolaires. Cependant, ils sont rares dans de nombreux états membres de l'OCI. Les efforts devraient être intensifiés pour faire de l'enseignement un emploi de choix. Les niveaux de revenu sont essentiels pour attirer les meilleurs candidats dans la profession enseignante. Ceci explique en partie pourquoi, dans les pays les plus performants comme Singapour et la Corée du Sud, beaucoup d'étudiants diplômés de haut niveau aspirent à entrer dans la profession enseignante. Néanmoins, les salaires des enseignants sont très bas dans de nombreux états membres de l'OCI. Comme indiqué dans la cible 4 des SGD, l'augmentation de l'offre d'enseignants qualifiés doit être une priorité pour les pays de l'OCI.

D'autre part, les données indiquent que le niveau de compétences et de connaissances parmi les enseignants reste faible dans les états membres de l'OCI, en particulier dans les écoles desservant les plus exclus et les plus pauvres. Les enseignants n'ont pas la capacité de transférer efficacement leurs propres connaissances aux élèves. Les options disponibles pour améliorer la qualité des enseignants comprennent la nomination par contrat ou l'introduction d'incitations à la performance. Les interventions pédagogiques qui alignent l'enseignement sur les niveaux d'apprentissage des élèves sont également efficaces pour améliorer le rendement des élèves. De plus, les réformes des programmes et la formation des enseignants devraient être axées sur la compréhension des sujets par les élèves et promouvoir l'analyse au lieu de récompenser la mémorisation.

2ème Recommandation de Politique : Accroître l'efficacité de l'enseignement et de l'apprentissage grâce à l'adoption et à l'utilisation généralisée des nouveaux modèles basés sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Raisonnement :

Dans toutes les évaluations, l'OCI en tant que groupe a montré une tendance à la baisse de la qualité de l'éducation, mesurée en termes de réussite des élèves en mathématiques, en sciences et en lecture. L'utilisation de modèles d'enseignement et d'apprentissage basés sur les TIC reste un choix populaire pour aider les enseignants et les élèves à surmonter de telles lacunes. La Jordanie et la Malaisie sont deux exemples pour les états membres de l'OCI qui ont lancé de nouveaux projets pour améliorer la qualité de l'éducation en investissant dans l'infrastructure des TIC dans le secteur de l'éducation.

Bien que l'utilisation de modèles d'enseignement et d'apprentissage basés sur les TIC soit populaire et présente des caractéristiques prometteuses, leur succès n'est pas toujours garanti. La conception de contenu des plates-formes d'apprentissage basées sur les TIC est l'une des dimensions importantes de ce type d'initiatives. De plus, de nouveaux modèles fondés sur les TIC devraient être essayés à petite échelle et ne devraient être étendus qu'après une évaluation de leur impact sur les résultats d'apprentissage. Les expériences des membres de l'OCI qui ont fait des investissements dans ce domaine peuvent servir de guide

aux autres états membres. Les exemples incluent la distribution de tablettes PC à bas prix, la mise en place de systèmes centraux de suivi et de rapports en ligne.

3ème Recommandation de Politique : Promouvoir de meilleures opportunités d'apprentissage pour la petite enfance grâce à une éducation préscolaire accessible et abordable

Raisonnement :

La pauvreté monétaire et la mauvaise santé sont des problèmes à l'échelle du système qui limitent également les possibilités d'apprentissage précoce. Le niveau de malnutrition est très élevé dans certains états membres de l'OCI ; Par conséquent, les investissements dans la santé des enfants et l'amélioration de l'accès à une éducation préscolaire de qualité peuvent contribuer dans une grande mesure à éliminer les inégalités dans les opportunités d'apprentissage à des stades ultérieurs de l'éducation scolaire. L'importance du développement précoce est déjà reconnue dans la cible 4.2 des SGD, à savoir « la garantie que toutes les filles et tous les garçons aient accès à un développement, à des soins et à une éducation préscolaire de qualité pour être prêts pour l'enseignement primaire, d'ici 2030 ».

L'analyse par pays des résultats de l'apprentissage en Jordanie, en Malaisie et au Nigéria confirme l'importance de la scolarisation préscolaire pour la réussite ultérieure aux niveaux primaire et secondaire. Selon une estimation, fournir aux enfants 3 ans d'éducation et de développement de la petite enfance (ECED) augmenterait le niveau moyen d'éducation secondaire et tertiaire de 0,7 année. Néanmoins, la couverture d'ECED diffère selon les états membres de l'OCI. Dans de nombreux pays, le taux de participation à l'éducation préscolaire est faible. Dans de nombreux cas, le recours à des prestataires privés limite l'accès des enfants des familles économiquement pauvres ou crée des inégalités dans l'accès à une éducation préscolaire de qualité.

4ème Recommandation de Politique : Assurer un universalisme progressif pour combler l'écart entre riches et pauvres en termes de résultats d'apprentissage

Raisonnement :

Malgré la réduction de la pauvreté et l'augmentation des taux de scolarisation dans certains états membres de l'OCI, l'écart entre les résultats scolaires des étudiants des familles riches et pauvres persiste. Ce fossé socio-économique dans l'apprentissage est observé dans toute la région de l'OCI. L'écart de richesse est plus grand pour les étudiants qui étudient dans les écoles publiques ordinaires dans les zones rurales où la qualité de l'école est particulièrement pauvre.

Les résultats dans le contexte des quatre pays de l'étude de cas du rapport de recherche indiquent que le niveau de revenu de la famille est fortement associé à la performance des élèves. Assurer un universalisme progressif - allouer davantage de ressources à ceux qui en ont le plus besoin - exigera d'identifier les enfants ayant des déficits d'apprentissage et des mécanismes efficaces pour les cibler en classe et dans la communauté. Seuls quelques exemples, tels que le Comité du Progrès Rural du Bangladesh (CPRB) en Asie du Sud et les écoles du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (UNHCR) en Jordanie, réussissent à fournir une éducation de qualité aux étudiants issus de familles économiquement défavorisées. D'autres exemples doivent être identifiés dans toute la région de l'OCI afin que les modèles efficaces d'éducation en faveur des pauvres puissent être généralisés. Les Ecoles Coraniques[1] (Madrasa) peuvent jouer un rôle important dans l'éducation en faveur des pauvres, cependant, certaines réformes et réglementations pourraient être nécessaires pour améliorer les perspectives des séminaires religieux à travers la Région de l'OCI.

[1] Bien qu'en langue Arabe, le mot Madrasa se réfère à n'importe quel type d'institution éducative (religieuse aussi bien que non religieuse), cela fait référence à un modèle spécifique d'éducation dans certains pays où l'accent est mis sur l'éducation Islamique ou Coranique.

5ème Recommandation de politique : Renforcer et augmenter la responsabilisation par la participation des parents, faire participer les parents à la surveillance de l'éducation de leurs enfants et intensifier l'interaction parent-enseignant pour améliorer la performance de l'éducation

Raisonnement :

Le fait de fournir une éducation de qualité équitable est une responsabilité partagée par laquelle différents acteurs travaillent ensemble et dépendent les uns des autres. Le manque de responsabilité est un défi à l'échelle du système et la principale raison du faible rendement des dépenses publiques dans l'éducation dans les états membres de l'OCI. L'absentéisme des enseignants est un défi important dans les pays de l'OCI. Selon une enquête incluant les pays de l'OCI, en moyenne, près de 20% du temps d'enseignement est perdu chaque année en raison de facteurs conduisant à l'éloignement des enseignants.

Les données indiquent une association positive entre la performance des élèves au PISA et la participation des parents. Le rendement des élèves est faible lorsque les autorités scolaires ne signalent qu'une minorité de parents appliquant des pressions sur les normes académiques ou que la pression est « largement absente ». Les parents doivent être tenus au courant de ce que leurs enfants étudient et comment ils progressent. En outre, l'augmentation de la fréquence de l'interaction parent-enseignant peut permettre à l'école de fournir aux parents des informations claires sur la façon de contribuer efficacement à l'apprentissage de leurs enfants. En outre, les écoles peuvent fournir des informations utiles aux parents grâce à une variété de méthodes de communication telles que les visites à domicile, la publication de bulletins d'information et les manuels des parents.

Instruments pour Concrétiser les Recommandations de Politique :

Groupe de Travail du COMCEC sur la Réduction de la Pauvreté : Lors de ses réunions ultérieures, le Groupe de Travail pourrait élaborer plus en détail les domaines d'action mentionnés ci-dessus.

Financement de Projet du COMCEC : Dans le cadre du Financement de Projet du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC publie chaque année des appels d'offres pour des propositions de projets. Avec le Financement de Projet du COMCEC, les états membres participant aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale qui seront financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Pour réaliser les recommandations de politique mentionnées ci-dessus, les états membres peuvent utiliser la facilité de Financement de Projet du COMCEC. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, de programmes de formation, de visites d'étude, d'échanges d'experts, d'ateliers et de préparation d'études analytiques, d'évaluations des besoins et de matériels / documents de formation, etc.